

**LE PRADET (Var)****24 ARR PM PERM 058****ARRÊTÉ PERMANENT****REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION  
CHEMIN DU TRAVERSIER**

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-17, R 411-26, R 412-28 et R 413-14 et suivants, R 417 -3, R 417-10 et suivants, R 417-11, R 415-6 et suivants

**VU** le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

**VU** la convention de fourrière liant la ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017

**VU** la demande effectuée par les services techniques de la ville

**Considérant** qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

**ARRETONS**

**Article 1** : Tous les précédents arrêtés règlementant le stationnement et la circulation sur le chemin du Traversier sont abrogés et remplacés par ce dernier.

**Article 2** : La vitesse de tout véhicule circulant sur le chemin du Traversier est limitée à 30 kilomètres par heure (30Km/h)

**Article 3** : Au croisement du Boulevard du Commandant l'Herminier, un « STOP » est positionné. Les véhicules circulant sur le chemin du Traversier ne sont pas prioritaires.

**Article 4** : La circulation des véhicules d'un poids total en charge supérieur à 3.5 Tonnes est interdite sur le chemin du Traversier.

**Article 5** : La circulation des véhicules d'une hauteur supérieure à 3.5 mètres est interdite sur le chemin du Traversier.

**Article 6** : Un passage pour piétons est matérialisé au croisement du Boulevard du Commandant l'Herminier.

**Article 7 :** Les règles de circulation définies à l'article R110-2 et R 411-25 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

**Article 10 :** Les Services Techniques ou la Police Municipale seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

**Article 11 :** Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale.

**Article 12 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
<b>LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS</b> - Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a> . - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.